



equigest

Les métiers de la gestion

 **FCP EQUI-OPPORTUNITÉ**

PROSPECTUS COMPLET

Informations clés pour l'investisseur

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de cet OPCVM. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans cet OPCVM et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

FCP EQUI-OPPORTUNITE

FR0000977894

Société de gestion : Equigest

Objectifs et politiques d'investissement :

Le FCP a pour objectif d'offrir une gestion diversifiée, à dominante actions, en limitant l'exposition au risque actions en période de baisse des marchés actions.

Le FCP n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un indice. La performance du FCP sera déconnectée de tout indice en raison du caractère discrétionnaire de sa gestion. Aucun indice existant ne reflète exactement l'objectif de la gestion mise en œuvre.

Toutefois, un indicateur composite représentant 10 % du SP500, 10% du Nikkei, 10% de l'Euro Stoxx 50, 30% du Merrill Lynch EMU Direct Government Index et enfin, 40% du Cac 40 pourra servir d'indicateur à posteriori de la performance.

En vue de réaliser son objectif de gestion, le FCP Equi-Opportunité est principalement exposé en sociétés cotées sur un marché réglementé, françaises et étrangères (essentiellement pays de l'OCDE), de tout secteur économique et de toute taille de capitalisation.

La stratégie mise en œuvre consiste en un processus de sélection discrétionnaire des titres en portefeuille. Partant d'une analyse macro-économique, le gérant construit son allocation d'actifs par marché (actions, taux) et par zone géographique, afin de maximiser la performance du fonds.

Si ses anticipations sont favorables sur l'évolution des marchés d'actions, le gérant pourra s'exposer jusqu'à 110% de l'actif du fonds sur ces marchés, toutes zones géographiques, tous secteurs, et toutes capitalisations boursières confondues.

Il est entendu que l'exposition au risque de marché actions évoluera entre 30 et 110%.

Le cas échéant, le fonds pourra être investi sur les marchés d'actions des pays émergents, à titre accessoire (20% maximum), si le gérant anticipe une évaluation favorable de ces zones géographiques (Asie, Inde, Amérique Latine, Europe de l'Est et pays de l'ex-URSS).

A contrario, dans l'hypothèse où le gérant anticipe une évaluation défavorable des marchés d'actions, il mettra en œuvre

une gestion défensive du fonds, et pourra être exposé jusqu'à 70% de l'actif net en titres de créances (obligations, titres de créances négociables et assimilés). Il s'agira de titres émis par des organismes non gouvernementaux (dette privée) notés ou non notés et de titres émis par les Etats membres de l'OCDE.

Le fonds pourra intervenir sur les instruments dérivés de manière à :

- couvrir les risques liés aux marchés actions
- concernant le risque de change, le gérant pourra couvrir ses positions par des opérations d'achat ou vente à terme de devises.

Le FCP peut investir jusqu'à 50% maximum de son actif en parts ou actions d'OPCVM, dont OPCVM ou FIA gérés par Equigest :

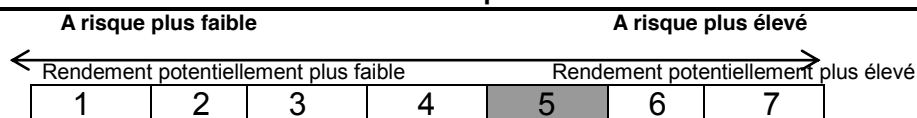
- OPCVM européens dont français
- Jusqu'à 30% en cumul de l'actif net :
 - FIA de droit français ou de FIA établis dans d'autres Etats membres de l'UE répondant aux 4 critères de l'article R.214-13 du Code Monétaire et Financier.
 - Fonds d'investissement de droit étranger répondant aux 4 critères définis par l'article R.214-13 du Code monétaire et financier.

Le FCP est géré dans une fourchette de sensibilité au taux d'intérêt de 0 à 10.

Cet OPCVM est un FCP de capitalisation et/ou distribution. La durée de placement recommandée est de 5 ans.

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées chez le dépositaire, Société Générale – 32 rue du Champ de Tir – 44000 Nantes, chaque vendredi et le dernier jour ouvré du mois jusqu'à 11h30 (heure de Paris) et exécutées sur la base de la valeur liquidative de ce même jour, selon les modalités précisées dans le prospectus.

Profil de risque et de rendement :



Le niveau de l'indicateur se base sur des simulations passées en matière de volatilité. Les données historiques telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur synthétique peuvent ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. La catégorie de risque et de rendement associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible n'est synonyme d'investissement sans risque.

Pourquoi l'OPCVM est classé dans la catégorie [5] : Le niveau de risque de ce fonds reflète principalement le risque du marché des actions françaises et étrangères sur lequel il est investi. Elle ne permet pas de garantir votre capital.

L'OPCVM peut également être exposé aux risques suivants non suffisamment pris en compte par l'indicateur de risque :

- **Risque de crédit** : en cas de dégradation de la qualité des émetteurs, par exemple de leur notation par les agences de notation financière, ou si l'émetteur n'est plus en mesure de les rembourser et de verser à la date contractuelle l'intérêt prévu, la valeur de ces titres peut baisser, entraînant ainsi la baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM.

- **Risque lié à impact des techniques financières IFT (Instruments Financiers à Terme)** : l'utilisation des instruments dérivés peut entraîner sur de courtes périodes des variations sensibles de la valeur liquidative, à la hausse comme à la baisse.

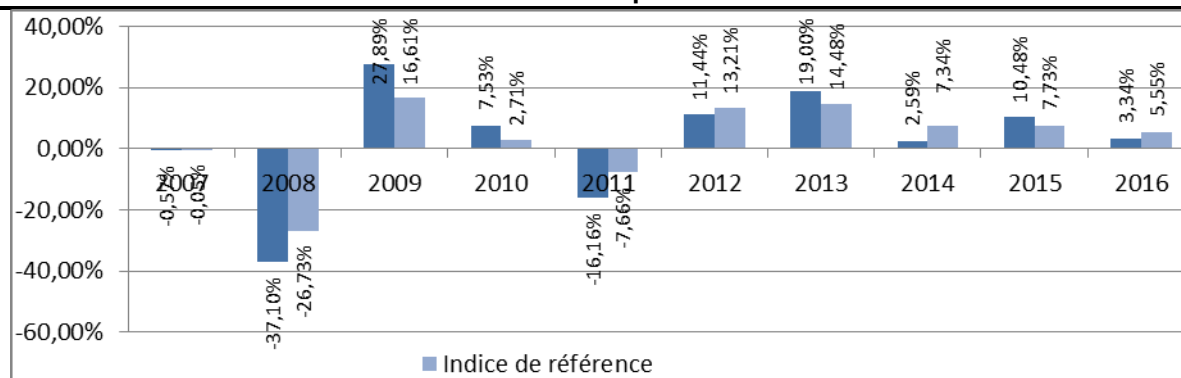
Frais :

Les frais courants ne comprennent pas : les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation excepté dans le cas de frais d'entrée et/ou de sortie payés par l'OPCVM lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective. Les frais et commissions servent à couvrir les coûts d'exploitation de l'OPCVM, y compris les coûts de commercialisation et la distribution. Ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement		
Frais d'entrée	2%	Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi et avant que le revenu de votre investissement ne vous soit distribué. Dans certains cas des frais inférieurs sont appliqués, l'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif de frais d'entrée. Ils ne sont pas acquis à l'OPCVM.
Frais de sortie	2%	
Frais prélevés par l'OPCVM sur une année		
Frais courants	2,41%	Le pourcentage indiqué se fonde sur les frais de l'exercice précédent (frais de gestion fixe et commission de mouvement) clos en décembre 2016. Ces frais peuvent varier d'un exercice à l'autre.
Frais prélevés par l'OPCVM dans certaines circonstances		
Commission de performance	Néant	

Pour plus d'information sur les frais, veuillez vous référer au prospectus de cet OPCVM, disponible sur le site internet www.equigest.fr ainsi qu'auprès d'Equigest – 153 rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris.

Performances passées :



Les performances présentées ne constituent pas une indication fiable des performances futures. La performance de l'OPCVM et de l'indicateur de référence est calculée coupons nets réinvestis. Le calcul des performances tient compte de l'ensemble des frais et commissions. Les éventuels frais d'entrée ou de sortie n'ont pas été inclus dans le calcul des performances passées. Les performances sont calculées en EUR. Equi-Opportunité a été créé le 07/09/2001.

Informations pratiques :

Le dépositaire de l'OPCVM est la Société Générale.

Le prospectus de l'OPCVM, les derniers documents annuels et périodiques sont adressés sur simple demande écrite auprès d'Equigest – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris ainsi que sur le site internet : www.equigest.fr

La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion ou du site internet : www.equigest.fr

Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur de l'OPCVM ou d'un conseiller fiscal.

Les détails de la politique de rémunération actualisée de la société de gestion sont disponibles sur le site internet www.equigest.fr

La responsabilité d'Equigest ne peut être engagée que sur la base des déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.

L'OPCVM peut être constitué d'autres types de parts. Vous pouvez trouver plus d'informations sur ces parts dans le prospectus complet de l'OPCVM ou sur le site internet : www.equigest.fr

La politique de rémunération de la société de gestion sera disponible sur le site www.equigest.fr ou sur simple demande auprès de la société de gestion.

Cet OPCVM est agréé en France et réglementé par l'AMF. Equigest est agréée en France et réglementée par l'AMF. Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 08/01/2018

PROSPECTUS

OPCVM de droit français relevant de la Directive européenne 2009/65/CE

I - CARACTERISTIQUES GENERALES

I.1 – Forme de l'OPCVM

- **Dénomination** : EQUI-OPPORTUNITE
- **Forme juridique Etat membre dans lequel l'OPCVM a été constitué** : FCP de droit français
- **Date de création et durée d'existence prévue** : Cet OPCVM a été créé le 7 septembre 2001 pour une durée de 99 ans.
- **Synthèse de l'offre de gestion** :

Code ISIN	Distribution des Revenus	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Montant minimum de la première souscription	V.L d'origine	Souscription ultérieure minimale
FR0000977894	Capitalisation et/ou Distribution	Euro	Tous souscripteurs	100,00 €	100,00 €	1 part

- **Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique** : les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :
EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 PARIS
Des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaires auprès de Equigest, Secrétariat Général, téléphone : 01 43 12 61 28.

I.2 – Les Acteurs

- **Société de gestion** :
 - Dénomination ou raison sociale : EQUIGEST
 - Forme juridique : Société anonyme ayant pour activité la gestion de portefeuille pour compte de titres, agréée par la COB sous le numéro GP 99-20 en date du 3 août 1999.
 - Siège social : 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 PARIS.

- **Dépositaire et conservateur** :

Identité du Dépositaire de l'OPCVM

Le Dépositaire de l'OPCVM Société Générale S.A., agissant par l'intermédiaire de son département « Securities Services » (le « **Dépositaire** »). Société Générale, dont le siège social est situé au 29, boulevard Haussmann à Paris (75009), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris

sous le numéro 552 120 222, est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion, le suivi des flux espèces de l'OPCVM et la garde des actifs de l'OPCVM.

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec Société Générale en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque Société Générale calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont Société Générale est le Dépositaire ou lorsqu'un lien de groupe existe entre la Société de gestion et le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
 - L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
- (i) Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - (ii) Mettant en œuvre au cas par cas :
 - (a) des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - (b) ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous- délégataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre de pays et de permettre aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, le Dépositaire a désigné des sous-conservateurs dans les pays où le Dépositaire n'aurait pas directement une présence locale. Ces entités sont listées

http://www.securitiesservices.societegenerale.com/upload/tx_bisgnews/Global_list_of_sub_custodians_for_SGSS_2016_05.pdf

En conformité avec l'article 22 bis 2. de la Directive UCITS V, le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations. Le Dépositaire a établi une politique efficace d'identification, de prévention et de gestion des conflits d'intérêts en conformité avec la réglementation nationale et internationale ainsi qu'aux standards internationaux.

La délégation des fonctions de garde du Dépositaire est susceptible d'entraîner des conflits d'intérêts.

• Commissaire aux comptes :

- KPMG – Tour Eqho – 2 avenue Gambetta – 92066 Paris La Défense
représenté par Mme Isabelle GOALEC

● **Commercialisateurs :**

- Dénomination ou raison sociale : EQUIGEST
- Forme juridique : Société anonyme ayant pour activité la gestion de portefeuille pour compte de tiers, agréée par la COB sous le numéro GP 99-20 en date du 3 août 1999.
- Siège social : 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 PARIS.

● **Déléataires:**

- **Gestionnaire comptable :**
- Dénomination ou raison sociale : SOCIETE GENERALE SECURITIES SERVICES NET ASSET VALUE
- Forme juridique : Société anonyme
- Siège social : 10, passage de l'Arche – 92034 Paris – la Défense Cedex

● **Conseillers:** Néant

● **Centralisateur : EQUIGEST**

- Etablissement en charge de la tenue du passif par délégation de la Société de Gestion (et notamment de la réception des ordres de souscription et de rachat) : SOCIETE GENERALE – Etablissement de crédit créé le 8 mai 1864 par décret d'autorisation signé par Napoléon III
Adresse postale : 32 rue du Champ de Tir – 44000 Nantes

II – MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

II.1 – Caractéristiques générales

● **Caractéristiques des parts:**

- Code ISIN : FR0000977894
- Nature du droit attaché à la catégorie de parts : chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre d'actions possédées.
- Inscription à un registre ou précision des modalités de tenue du passif : la tenue du passif est assurée par le dépositaire, la Société Générale.
- Droits de vote : aucun droits de vote n'est attaché aux parts de fonds, les décisions étant prises par la société de gestion.
- Forme des actions : au porteur.
- Décimalisation des parts : les souscriptions et les rachats pourront se faire en millièmes de parts.

● **Date de clôture de l'exercice:** Dernier jour de bourse de Paris du mois de décembre.

● **Date de clôture du 1^{er} exercice:** dernier jour de bourse du mois de décembre 2002.

● **Indications sur le régime fiscal:** La qualité de copropriété du FCP le place de plein droit en dehors du champ d'application de l'impôt sur les sociétés. Le régime fiscal applicable aux sommes distribués par le FCP ou aux plus ou moins values latentes ou réalisées par le FCP dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur et/ou de la juridiction d'investissement des fonds. Si l'investisseur a un doute sur sa situation fiscale, il est conseillé de s'adresser à un conseiller fiscal.

II.2 – Dispositions particulières :

- Code ISIN : FR0000977894

◆ **Classification :**

Néant.

◆ **Objectif de gestion :**

Le FCP a pour objectif d'offrir une gestion diversifiée, à dominante actions, en limitant l'exposition au risque actions en période de baisse des marchés actions.

◆ **Indicateur de référence :**

Le FCP n'a pas pour objectif de reproduire la performance d'un indice. La performance du FCP sera déconnectée de tout indice en raison du caractère discrétionnaire de sa gestion. Aucun indice existant ne reflète exactement l'objectif de la gestion mise en œuvre.

Toutefois, un indicateur composite représentant 10 % du SP500, 10% du Nikkeï, 10% de l'Euro Stoxx 50, 30% du Merrill Lynch EMU Direct Government Index et enfin, 40% du Cac 40 pourra servir d'indicateur à posteriori de la performance.

L'indice Merrill Lynch EMU Direct Government Index (code Bloomberg ER00) est représentatif du marché des obligations d'état de la zone euro.

Les indices Cac 40, Euro Stoxx 50, SP 500, Nikkeï, sont représentatifs de la performance des marchés actions, respectivement, français, européens, américains et japonais. Tous ces indices s'entendent hors dividendes réinvestis.

◆ **Stratégie d'investissement :**

1. Stratégie utilisée pour atteindre l'objectif de gestion :

En vue de réaliser son objectif de gestion, le FCP Equi-Opportunité est principalement exposé en sociétés cotées sur un marché réglementé, françaises et étrangères (essentiellement pays de l'OCDE), de tout secteur économique et de toute taille de capitalisation.

La stratégie mise en œuvre consiste en un processus de sélection discrétionnaire des titres en portefeuille. Partant d'une analyse macro-économique, le gérant construit son allocation d'actifs par marché (actions, taux) et par zone géographique, afin de maximiser la performance du fonds.

Si ses anticipations sont favorables sur l'évolution des marchés d'actions, le gérant pourra s'exposer jusqu'à 110% de l'actif du fonds sur ces marchés, toutes zones géographiques, tous secteurs, et toutes capitalisations boursières confondues.

Il est entendu que l'exposition au risque de marché actions évoluera entre 30 et 110%.

Le cas échéant, le fonds pourra être investi sur les marchés d'actions des pays émergents, à titre accessoire (20% maximum), si le gérant anticipe une évaluation favorable de ces zones géographiques (Asie, Inde, Amérique Latine, Europe de l'Est et pays de l'ex-URSS).

A contrario, dans l'hypothèse où le gérant anticipe une évaluation défavorable des marchés d'actions, il mettra en œuvre une gestion défensive du fonds, et pourra investir jusqu'à 70% de l'actif net en titres de créances (obligations, titres de créances négociables et assimilés). Il s'agira de titres émis par des organismes non gouvernementaux (dette privée) notés ou non notés et de titres émis par les Etats membres de l'OCDE.

Le fonds pourra intervenir sur les instruments dérivés de manière à :

- couvrir les risques liés aux marchés actions
- concernant le risque de change, le gérant pourra couvrir ses positions par des opérations d'achat ou vente à terme de devises.

Le FCP est géré dans une fourchette de sensibilité au taux d'intérêt de 0 à 10.

Dans le cas de son fonctionnement normal, le FCP peut se trouver ponctuellement en position débitrice et avoir recours dans ce cas à l'emprunt d'espèces dans la limite de 10% de son actif net.

La gestion de la trésorerie pourra également être faite par l'utilisation d'actions ou parts d'OPCVM de droit français ou européens conformes à la directive.

2. Principales catégories d'actifs utilisés (hors dérivés intégrés) :

● Actions :

Le FCP investira en actions émises sur les marchés boursiers internationaux, sans répartition prédéterminée par zone géographique, jusqu'à hauteur de 110% de son actif net.

● Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Le FCP pourra détenir des obligations émises sur les marchés de taux de l'OCDE par un Etat (dette publique) ou par des organismes non gouvernementaux (dette privée) jusqu'à hauteur de 70% de son actif net, sans répartition prédéterminée entre dette publique et dette privée. Les obligations pourront être à taux fixe, à taux variable, indexées, convertibles.

● Actions ou parts d'autres OPCVM ou FIA :

Le FCP peut investir jusqu'à 50% en parts ou actions d'OPC suivants, dont OPCVM ou FIA gérés par Equigest :

- OPCVM européens dont français
Jusqu'à 30% en cumul de l'actif net :
- FIA de droit français ou de FIA établis dans d'autres Etats membres de l'UE répondant aux 4 critères définis par l'article R.214-13 du Code monétaire et financier.
- Fonds d'investissement de droit étranger répondant aux 4 critères définis par l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier.

3. Instruments dérivés :

Dans la limite d'une fois l'actif, le gestionnaire pourra investir sur les instruments de dérivés suivants :

- Nature des marchés d'intervention :

- réglementés ;
- organisés ;
- de gré à gré.

- Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- action ;
- taux ;
- change ;
- crédit ;
- autres risques.

- Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- couverture ;
- exposition ;
- arbitrage ;
- autre nature.

- Nature des instruments utilisés :

- futures ;
- options ;
- change à terme ;
- swaps ;

- dérivés de crédit ;
- autre nature.

- Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

Le FCP pourra intervenir sur des futures et options négociés sur des marchés réglementés pour couvrir et/ou exposer le portefeuille aux risques actions, taux, change ou indice. L'utilisation de ces instruments visera notamment à augmenter l'exposition aux actions du FCP ou à couvrir partiellement le portefeuille.

Compte tenu de l'utilisation des produits dérivés exposée ci-dessus, ces derniers pourront donc faire partie intégrante de la stratégie d'investissement.

Les instruments dérivés pourront, également, servir à effectuer des ajustements dans le portefeuille en cas de mouvements de souscription/rachat importants.

4. Titres intégrant des dérivés :

- Obligations convertibles
- Bons de souscription ou warrants à titre accessoire

5. Dépôts :

Le FCP n'effectuera pas de dépôts.

6. Emprunts d'espèces :

Dans le cas de son fonctionnement normal, le FCP peut se trouver ponctuellement en position débitrice et avoir recours dans ce cas à l'emprunt d'espèces, dans la limite de 10% de son actif net.

7. Opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres :

Le FCP n'effectuera pas d'opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres.

◆ **Profil de risque :**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Le profil de risque du FCP est adapté à un horizon d'investissement supérieur à 5 ans.

- **Risque lié à la gestion discrétionnaire** : le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés (actions, obligations). Il existe un risque que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.
- **Risque lié au marché actions** : la baisse des marchés actions peut entraîner une baisse de la valeur liquidative. En cas de baisse des marchés actions, la valeur liquidative du FCP baissera.
- **Risque lié à l'investissement sur des sociétés de petites et moyennes capitalisations** : sur ces marchés, le volume des titres échangés est réduit. Les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du FCP peut donc baisser plus fortement.

- **Risque de perte en capital** : L'actionnaire est averti que la performance de l'OPCVM peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi, n'intégrant aucune garantie, peut ne pas lui être totalement restitué.
- **Risque de taux** : La fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt est de 0 à 10. La partie du portefeuille investie dans des instruments de taux pourra être impactée par des mouvements de hausse des taux d'intérêt. En effet, lorsque les taux d'intérêt à long terme montent, le cours des obligations baisse. Ces mouvements se répercuteront sur la partie du FCP investie en obligations et pourront entraîner une baisse de la valeur liquidative.
- **Risque de crédit** : il représente le risque éventuel de dégradation de la signature ou de défaillance de l'émetteur qui pourra entraîner une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du FCP. Par ailleurs, l'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que l'investissement en titres de notation faible ou inexistante entraîne un risque de crédit accru.
- **Risque de change** : le portefeuille pouvant être investi dans des instruments financiers libellés dans des devises autres que l'euro, il est exposé aux variations des taux de change. Par exemple, si la valeur d'une devise diminue par rapport à l'euro, la valeur des instruments financiers libellés dans cette devise qui rentrent dans la composition du portefeuille baisse, et la valeur de la part de l'OPCVM s'en trouve diminué.
- **Risque d'investissement sur les marchés émergents** : le fonds pouvant investir jusqu'à 20% de son actif en actions de pays émergents, l'attention des investisseurs est appelée sur le fait que les conditions de fonctionnement et de surveillance des marchés ci-dessus peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales. Les mouvements de baisse sur ces marchés peuvent donc entraîner une baisse de la valeur liquidative plus rapide et plus forte.

Autres risques accessoires :

- **Risque lié aux produits dérivés** : l'utilisation des produits dérivés peut entraîner sur de courtes périodes des variations sensibles de la valeur liquidative à la baisse.

◆ **Garantie ou protection** : néant

◆ **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type** :

Tous souscripteurs souhaitant investir dans un fonds diversifié, à dominante action, et acceptant de s'exposer aux risques correspondants.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FCP dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée recommandée de placement mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de ce FCP.

◆ **Durée de placement recommandée** :

Supérieure à cinq ans.

◆ **Modalités de détermination et d'affectation des revenus** :

L'OPCVM est un FCP de capitalisation et/ou distribution.

◆ **Caractéristiques des parts :**

La devise des parts est l'Euro (€).

◆ **Modalités de souscription et de rachat :**

Les souscriptions et les rachats sont centralisés chez le dépositaire, Société Générale – 32, rue du Champ de Tir – 44000 Nantes, chaque vendredi et le dernier jour ouvré du mois jusqu'à 11 heures 30 et exécutées sur la base de la valeur liquidative de ce même jour. Les règlements afférents aux souscriptions et rachats interviennent le lundi suivant.

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi de bourse ouvré plus le dernier jour du mois à l'exception des jours fériés français et des jours de fermeture des marchés français (application du calendrier d'Euronext Paris SA). Dans ce cas, la valeur liquidative est calculée le jour de bourse précédent.

Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative : la valeur liquidative du FCP est disponible dans les locaux du dépositaire et de la société de gestion, sur internet (le site www.equigest.fr notamment).

◆ **Frais et commissions :**

Commission de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	2,00%
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0,00%
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	2,00%
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0,00%

Frais de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtages, impôts de bourse, etc...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;
- des couts liés aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie frais du DICI.

	Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux / barème
1	Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	2,3920% TTC Taux maximum
2	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	2,50% TTC Taux maximum
3	Commissions de mouvement Société de gestion : Dépositaire (1) :	Prélèvement sur chaque transaction	0,5980% TTC maximum sur valeurs mobilières françaises et étrangères De 0 à 100 € TTC
4	Commission de surperformance	Actif net	Néant

Les frais de gestion sont directement imputés au compte de résultat du FCP lors du calcul de chaque valeur liquidative.

(1) Pour l'exercice de sa mission, le dépositaire agissant en sa qualité de conservateur de l'OPCVM pratique une tarification fixe ou forfaitaire par opération selon la nature des titres, des marchés et des instruments financiers traités.

Toute facturation supplémentaire payée à un intermédiaire est répercutée en totalité à l'OPCVM et est comptabilisée en frais de transaction en sus des commissions prélevées par le dépositaire.

Toute rétrocession éventuelle des frais de gestion des OPC sous-jacents est acquise au FCP.

Procédure de choix des intermédiaires :

Les intermédiaires financiers sont sélectionnés par la société de gestion dans le respect des principes de "best execution", ils sont choisis par les gérants de manière objective et documentée et approuvés collégalement par l'ensemble de la gestion et de la direction. Cette sélection est faite sous le contrôle du comité d'audit de la société.

Les intermédiaires font l'objet d'une grille d'évaluation spécifique

III – INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

La distribution du FCP est effectuée par la société EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris.

La diffusion de l'information est faite par la société EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris.

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris

Le prospectus est disponible sur le site : www.equigest.fr

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative : EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris.

Toutes les demandes de souscriptions et de rachats sur le FCP sont centralisées auprès de la Société Générale.

Les porteurs de parts du fonds peuvent obtenir sur le site internet de la société de gestion des informations complémentaires relatives à la prise en compte dans la politique d'investissement du FCP Equi-Opportunité des critères environnementaux, sociaux et de qualité de la gouvernance.

IV – REGLES D'INVESTISSEMENT

Le FCP respecte les règles d'investissement décrites aux articles R.214-2 et suivants du Code Monétaire et Financier (partie réglementaire).

V – RISQUE GLOBAL

Méthode du calcul du risque global du portefeuille : la méthode de calcul de l'engagement sera utilisée pour le fonds. Cette méthode intègre l'ensemble des instruments financiers à terme.

VI – REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

EQUIGEST a confié les prestations de valorisation relatives au portefeuille géré à Société Générale Securities Services Net Asset Value. EQUIGEST reste responsable de la bonne valorisation des instruments financiers.

Le FCP est valorisée en cours de clôture.

La devise de valorisation de l'OPCVM est l'Euro

Le FCP s'est conformée aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM.

Pour la détermination des valeurs liquidatives, le portefeuille est évalué selon les règles suivantes :

- **Les actions et obligations** : elles sont valorisées au cours de clôture.
- **Les parts ou actions d'OPC** sont évalués à la dernière valeur liquidative connue.
- **Les titres de créances négociables et assimilés** sont évalués :
Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN. Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché, sauf ceux qui sont couverts par des swaps.
- **Les acquisitions et cessions temporaires de titres** :

Les titres pris ou mis en pension sont valorisés selon les conditions du contrat d'origine.
Les titres empruntés sont évalués à leur valeur de marché. La créance ou la dette représentative des titres prêtés ou empruntés est également évaluée à la valeur de marché des titres.

- **Les opérations à terme fermes et conditionnelles** sont évaluées au dernier cours de compensation connu. Les options sont évaluées selon la même méthode que leur valeur support : dernier cours pour les valeurs françaises, cours de leur marché d'origine convertis en euro pour les valeurs étrangères non cotées sur un marché français. Les opérations d'échange de taux sont valorisées au prix de marché.
- **Méthode d'évaluation des engagements hors-bilan** :
Les positions prises sur les marchés à terme fermes ou conditionnels sont valorisées à leur prix de marché ou à leur équivalent sous-jacent.
- **Méthode de comptabilisation**
Les revenus sont comptabilisés selon la méthode du coupon couru.
Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition, frais exclus, et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.

VII – REMUNERATION

La politique de rémunération de la société de gestion est cohérente et compatible avec une gestion saine et efficace du risque et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des OPCVM que la société de gestion gère. Cette politique est également conforme à l'intérêt des OPCVM et de ses investisseurs.

Le Comité des rémunérations, créé dès l'origine de la société de gestion, a pour objectif de veiller à la cohérence des sommes versées aux dirigeants et collaborateurs d'Equigest, et de s'assurer que les rémunérations variables attribuées demeurent à un niveau compatible avec l'exercice serein des missions des collaborateurs de la société de gestion.

Les rémunérations variables (bonus, partie variable des salaires) sont systématiquement plafonnées, afin d'éviter tout conflit entre les intérêts des collaborateurs de la société de gestion et ceux de leurs clients. Ce plafond est actualisé chaque année par le Comité des Rémunérations. Le Comité se réunit au moins deux fois par an.

Les détails de la politique de rémunération sont disponibles sur le site internet www.equigest.fr. Une copie manuscrite de cette politique de rémunération est disponible gratuitement sur demande.

Date de dernière mise à jour du prospectus : 08/01/2018

FONDS COMMUN DE PLACEMENT : ÉQUI-OPPORTUNITE

RÈGLEMENT

TITRE I

ACTIFS ET PARTS

ARTICLE 1 - PARTS DE COPROPRIÉTÉ

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter de sa date de création sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les parts pourront être fractionnées sur décision du conseil d'administration de la société de gestion ou de son Président, en dixièmes, ou centièmes, ou millièmes, ou dix-millièmes, dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le Conseil d'administration de la société de gestion peut, sur ses seules décisions procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

ARTICLE 2 - MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300.000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

ARTICLE 3 - ÉMISSION ET RACHAT DES PARTS

Les parts émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les souscriptions et les rachats sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé (e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L.214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP (ou le cas échéant, d'un compartiment) est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué (sur le compartiment concerné, le cas échéant).

ARTICLE 4 - CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; ils sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DU FONDS

ARTICLE 5 - LA SOCIÉTÉ DE GESTION

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

ARTICLE 5 Bis - RÈGLES DE FONCTIONNEMENT

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

ARTICLE 6 - LE DÉPOSITAIRE

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion de portefeuille. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers

ARTICLE 7 - LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par l'organe de gouvernance ou le directoire de la société de gestion de portefeuille.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion de portefeuille au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

ARTICLE 8 - LES COMPTES ET LE RAPPORT DE GESTION

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit ; ces documents sont, soit transmis par courrier, à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III

MODALITÉS DE D'AFFECTION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9 – Modalités d'affectation du résultat et des sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La société de gestion décide de la détermination et de l'affectation des résultats. Le Fonds a opté pour des parts de distribution et ou capitalisation.

TITRE IV

FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 10 - FUSION - SCISSION

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre O.P.C.V.M. qu'elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

ARTICLE 11 - DISSOLUTION - PROROGATION

Si les actifs du fonds (ou le cas échéant, du compartiment) demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds (ou le cas échéant, du compartiment).

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds (ou le cas échéant, du compartiment); elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds (ou le cas échéant, du compartiment) en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonctions du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

ARTICLE 12 - LIQUIDATION

En cas de dissolution, la société de gestion assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressé. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le Commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V

CONTESTATION

ARTICLE 13 - COMPÉTENCE - ÉLECTION DE DOMICILE

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.